



PRÉVENIR

L'INFECTION À VIH EN MILIEU MÉDICAL

Les traitements médicaux visent à sauver des vies et à améliorer la santé. Pourtant, dans de nombreux cas les traitements prescrits nuisent à la santé des patients, voire entraînent leur décès.

L'ONUSIDA estime que, si l'on ne lutte pas plus résolument contre la pandémie, il y aura 45 millions de nouveaux cas d'infection à VIH d'ici 2010. Si l'on n'intensifie pas les efforts destinés à prévenir la transmission du VIH en milieu médical, les transfusions sanguines faites dans de mauvaises conditions, les injections thérapeutiques à risque et autres actes médicaux pratiqués au mépris des précautions universelles seront responsables de pas moins de 4 millions de ces nouvelles infections.

De plus, des précautions universelles sont nécessaires pour protéger les patients et les agents de santé car, comme l'a montré la flambée de SRAS, en l'absence de mesures efficaces pour lutter contre l'infection, les établissements de soins deviennent des lieux de propagation de la maladie. Chaque nouveau cas contribue à son tour à créer, dans la population, un réservoir d'infection qui tend à s'agrandir.

Les infections liées aux soins de santé sont inadmissibles, car elles peuvent être évitées.

L'OMS a lancé l'initiative «3 millions d'ici 2005» grâce à laquelle elle compte mettre 3 millions de personnes vivant avec le VIH/SIDA sous traitement antirétroviral d'ici 2005. Sans des interventions efficaces destinées à prévenir la transmission du VIH dans le cadre des soins de santé, le succès de cette stratégie sera compromis.



(Crédit photo) Lysiane Maurice

Protéger les personnes vulnérables contre l'infection à VIH.



ÉVITER LA TRANSMISSION DU VIH PAR LES TRANSFUSIONS SANGUINES

Dans les 34 pays où la charge du VIH/SIDA est la plus élevée, compte tenu de la prévalence du virus dans la population et faute d'interventions visant à garantir la sécurité transfusionnelle, les transfusions à risque pourraient être responsables de pas moins de 300 000 infections par le VIH chaque année (chiffre calculé à partir des informations de la Base de Données mondiale sur la Sécurité transfusionnelle de l'OMS, 2000-2001).

La majorité de ces 34 pays doivent bénéficier d'un soutien continu pour atteindre des objectifs réalistes en matière de sécurité transfusionnelle. Seuls 8 d'entre eux disposent de programmes de transfusion sanguine entièrement basés sur le don du sang volontaire et non rémunéré; seulement 9 pratiquent un dépistage du VIH sur tous les dons de sang et, dans 25 pays, la régularité et la qualité des tests ne sont pas assurées. Il faut apporter à de nombreux autres pays un soutien similaire pour qu'ils puissent élaborer des programmes de sécurité transfusionnelle.

Des pays ont montré que, grâce à des stratégies de sécurité transfusionnelle bien conçues, il est possible d'empêcher la transmission de l'infection par transfusion; parmi eux figurent des pays à forte prévalence de l'infection.

Au Zimbabwe, où 33,4 % des adultes sont VIH-positifs, l'accès à des produits sanguins non contaminés pose des problèmes considérables. En dépit d'obstacles majeurs, la décision du service national de transfusion sanguine de ne recruter que les donneurs à faible risque et l'application de critères stricts de sélection; ont permis de ramener à 0,25 % seulement la proportion du sang qui se révèle positif pour le VIH parmi les donneurs habituels, et à 0,89 % parmi les nouveaux donneurs. Les dons de sang contaminés sont éliminés et les personnes concernées ne peuvent plus donner leur sang. Au Zimbabwe, le risque de transmission du VIH par le sang est donc minimal.

Les stratégies de sécurité transfusionnelle utilisées au Zimbabwe pourraient être appliquées dans tous les pays s'ils disposaient des ressources nécessaires pour garantir que seules les personnes peu susceptibles d'être contaminées donnent leur sang, que chaque don de sang fasse l'objet d'un dépistage fiable, et que le sang et les produits sanguins soient utilisés dans de bonnes conditions de sécurité et uniquement si leur utilisation est indispensable.

ÉVITER LA TRANSMISSION DU VIH PAR LES INJECTIONS

Dans les pays en développement ou en transition, on compte chaque année 16 milliards d'injections effectuées dans le cadre des soins de santé, soit une moyenne annuelle de 3,4 injections par personne. Ce chiffre élevé semble indiquer une utilisation excessive des injections thérapeutiques, et les rapports d'évaluation confirment les abus dans ce domaine. Non seulement les injections sont trop nombreuses, mais elles sont pratiquées dans des conditions de sécurité qui laissent à désirer en raison du manque de matériel jetable, ce qui explique que, dans ces pays, la réutilisation de matériel d'injection soit responsable d'environ 260 000 nouvelles infections chaque année (5 % du total).

Les infections à VIH contractées à la suite d'une injection pourraient être évitées si toutes les substances injectables étaient livrées avec la quantité correspondante de matériel d'injection jetable.

Au début des années 90, le scandale des orphelins roumains qui mourraient du SIDA à cause de pratiques d'injection dangereuses a fait les gros titres des journaux et provoqué l'indignation de l'opinion roumaine et internationale. On a ainsi pris conscience de l'importance de la sécurité des injections. En 1998, 98 % de la population connaissait les risques de transmission du VIH liés aux injections dangereuses, et on a cessé de réutiliser du matériel souillé. Plus aucun cas d'infection due à une injection n'a été signalé depuis en Roumanie.

Le seul fait de proposer davantage de matériel d'injection sécurisé peut stimuler la demande et améliorer les pratiques. Comparé à ce que dépensent les patients pour une injection (50 US cents en moyenne), le coût des seringues jetables est modique (moins de 5 US cents l'unité); en général, lorsqu'ils ont pris conscience du risque, les patients sont prêts à payer un peu plus pour que l'injection se fasse en toute sécurité. Au Burkina Faso, une révision de la politique d'approvisionnement a permis de fournir davantage de matériel d'injection jetable aux pharmacies communautaires, ce qui a contribué à faire baisser de 92 % la réutilisation de matériel non stérile, sans incidence majeure sur le traitement des déchets ni sur la fréquence des injections.

ÉVITER LES PRATIQUES MÉDICALES PRÉSENTANT UN RISQUE DE TRANSMISSION DU VIH

On estime à 170 000 par an dans le monde le nombre de piqûres d'aiguille accidentelles qui exposent les soignants au risque de contamination par le VIH. Ces accidents causent jusqu'à 500 infections, essentiellement dans les pays en développement. Le risque existe aussi pour le personnel de nettoyage, les personnes chargées de ramasser les déchets et celles qui sont en contact avec des objets contaminés par du sang.

Les précautions universelles sont un ensemble de pratiques efficaces et simples qui protègent les soignants et les patients contre différents agents pathogènes, notamment les virus véhiculés par le sang. Elles doivent être respectées par tous les soignants et avec tous les patients.



INTERVENTIONS D'UN BON RAPPORT COÛT/EFFICACITÉ

La prévention de la transmission du VIH en milieu médical n'oblige à réaffecter qu'une petite partie des ressources, car les mesures de sécurité transfusionnelle, les mesures de sécurité des injections et les précautions universelles sont des interventions d'un excellent rapport coût/efficacité. Certains pays qui comptent parmi les plus pauvres ont réalisé des progrès considérables en adoptant des stratégies de sécurité transfusionnelle, en veillant à ce que les substances injectables soient fournies avec suffisamment de seringues et d'aiguilles à usage unique et en enseignant les précautions universelles à tous les agents de santé. Ces stratégies ont un autre effet positif: elles protègent les patients contre d'autres agents pathogènes véhiculés par le sang tels les virus des hépatites B et C.

En plus de causer des souffrances humaines, l'absence de prévention de la transmission du VIH en milieu médical fait augmenter le nombre de patients qui nécessitent des traitements antirétroviraux coûteux.

L'ACTION DU DÉPARTEMENT EHT

Le Département EHT a fait de la prévention de la transmission du VIH en milieu médical une initiative clé commune à tout le Département, et utile à d'autres Départements de l'OMS et d'autres organismes, comme l'ONUSIDA. Tout en renforçant ses activités en matière de sécurité transfusionnelle et de sécurité des injections, il aidera les Etats Membres à élaborer et à mettre en œuvre des plans nationaux complets pour prévenir la transmission du VIH dans le cadre des soins de santé.

*Département Technologies
essentielles de la santé
Organisation mondiale de la Santé
Genève 27, Suisse
Fax: +41 22 791 4836*

*www.who.int/eh
E-mail: eht@who.int*

*© Organisation
mondiale de la Santé.
Tous droits réservés.
WHO/EHT/04.16*